

# La Tunisie face aux ombres du consensus

## Analyse

FRÉDÉRIC BOBIN  
TUNIS - correspondant

La cohabitation s'installe, s'approfondit. A Tunis, entre les ennemis d'hier, les « modernistes » et les islamistes, c'est plus qu'une réconciliation, ces retrouvailles qui datent déjà de dix-huit mois. La Tunisie postrévolutionnaire, celle dont l'« exemplarité » démocratique ne cesse d'être célébrée à l'étranger, est passée à autre chose : la cristallisation d'un condominium au pouvoir. C'est plus froid, mais peut-être plus solide.

Alors que les révolutions s'accompagnent en général de fractures, voire de guerres civiles, la Tunisie cultive une singularité : le consensus au sommet de l'Etat. Le nouveau gouvernement, investi le 26 août à Tunis par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), l'a confirmé. L'axe scellé entre Ennahda, qui ne veut plus être qualifié d'« islamiste », et Nidaa Tounès, qu'on n'ose plus, du coup, définir comme « anti-islamiste », est plus que jamais aux commandes de la Tunisie.

Le petit pays d'Afrique du Nord, berceau des « printemps arabes » de 2011, a forgé sans bruit sa « grande coalition ». Rached Ghannouchi, le chef d'Ennahda, a même comparé la Tunisie à un oiseau dont sa formation et Nidaa Tounès représenteraient les deux ailes. Un tandem garant de stabilité face au péril djihadiste. Mais alors que la démocratie y demeure fragile, pareille « union nationale » entre deux types de conservatisme, l'un religieux, l'autre politique, est lourde de risques hégémoniques, et donc d'asphyxie du pluralisme politique. Certains héritiers du « printemps » s'en alarment. Le gouvernement de Youssef Chahed, premier ministre issu des rangs de Nidaa Tounès, comporte trois ministres et trois secrétaires d'Etat affiliés à Ennahda (sur quarante portefeuilles), soit une participation plus élevée que dans le précédent gouvernement d'Habib Essid. Ennahda aurait pu revendiquer une part plus généreuse du pouvoir. Son statut de premier groupe parlementaire à l'ARP, certes acquis par défaut à la suite de l'émiettement de Nidaa Tounès

(vainqueur des élections de 2014), l'habilitait à afficher plus d'ambition.

### COMPROMIS IDÉOLOGIQUE

Mais le parti tunisien issu de l'islam politique s'en tient à la même posture depuis 2014 : le profil bas. Tel n'a pas été toujours le cas. Ses années à la tête de la coalition de la « troïka » (de la fin de 2011 au début de 2014) avaient été plus conquérantes. Le double séisme de 2013 lui a fait changer de pied. En Egypte, les Frères musulmans, matrice de l'islamisme régional, étaient réprimés par le maréchal Sissi. En Tunisie, la rue grondait d'une révolte contre Ennahda, accusé

de « complicité » objective avec le salafisme violent. Face à ces vents mauvais de l'« éradication » en marche, les islamistes tunisiens ont d'abord pensé à leur survie. Et celle-ci passait par le compromis idéologique avec leurs adversaires, très offensifs dans cette Tunisie à la culture séculière héritée d'Habib Bourguiba. Le premier acte en fut l'adoption, en janvier 2014, d'une nouvelle Constitution progressiste à la quasi-unanimité. Le second fut l'entrée, début 2015, d'Ennahda dans un gouvernement de coalition dirigé par Nidaa Tounès, ennemi juré quelques mois plus tôt. Et le troisième fut le récent congrès du parti – en mai à Hammamet – où Ennahda a proclamé sa volonté de « sortir de l'islam politique », récusant l'étiquette d'« islamiste » pour lui préférer celle de « démocrate musulman ».

Ennahda est-il sincère dans sa mue doctrinale ? Le procès en duplicité continue de lui être fait par la frange la plus laïque de l'opinion. Pourtant, plus personne ne conteste que ce que l'on appelle en Tunisie la « querelle identitaire » (le conflit autour de la place de l'islam dans l'Etat) est assoupie, sinon close. Le défi est d'ordre socio-économique. Croissance en berne, tensions financières et crispations autour d'un chômage en hausse placent la Tunisie au bord de nouveaux abysses.

Face au vertige, Nidaa Tounès est trop heureux d'accepter l'offre de collaboration d'Ennahda, lequel est soucieux de se racheter une respectabilité après les errements de ses années au pouvoir. Affaibli par ses querelles fratricides, Nidaa Tounès joue à plein le jeu de cette coopération avec Ennahda, parti discipliné qui lui fournit une précieuse attelle. Certains dépeignent ces retrouvailles comme le retour aux sources du mouvement national tunisien, dont le schisme de 1956 entre Habib Bourguiba et son rival d'alors, Salah Ben Youssef, avait jeté les bases de la future fracture autour de l'islam politique. Dans cette quête de racines partagées, les plus œcuméniques exhibent la figure consensuelle d'Abdelaziz Thaalbi, « grand-père » en qui chacun peut se reconnaître.

Cet habillage patriotique de la réconciliation entre Nidaa Tounès et Ennahda dissimule mal des arrangements plus prosaïques. La vérité est qu'Ennahda, qui vit dans l'angoisse d'une « éradication » toujours possible, quête des protections au cœur de l'Etat. En sens inverse, la faction qui a pris le pouvoir au sein de Nidaa Tounès, où se recyclent des réseaux du Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti unique sous le régime de Ben Ali, est pressée de blanchir un certain rapport au passé. Ennahda, qui fut pourtant persécuté, semble disposé à y prêter son concours. Là sont les zones d'ombre de ce condominium dirigeant qui, au-delà de la stabilité apparente qu'il procure au pays, pour-

rait ne plus entretenir qu'un rapport cynique avec les aspirations à la justice nées du printemps 2011. ■

fredebobin@hotmail.com

**CROISSANCE  
EN BERNE,  
TENSIONS  
FINANCIÈRES  
ET CRISPATIONS  
AUTOUR D'UN  
CHÔMAGE EN  
HAUSSE PLACENT  
LE PAYS AU BORD  
DE NOUVEAUX  
ABYSSES**